



## Une loi pour les copains

**Quel fut le texte jugé prioritaire par la majorité UMP après les élections régionales ? La loi sur le surendettement ? Celle sur le dialogue social au sein de la fonction publique ? Celle sur la traduction des engagements du Grenelle de l'environnement ? Non. La priorité fut donnée à celle relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard.**



Jean-Jacques Urvoas dénonce un texte d'opportunité

Il est difficile de voir l'urgence d'adopter ce texte pour les Français surtout après les résultats des élections régionales qui ont mis en évidence l'urgence de justice sociale. **"Il s'agit en fait d'un texte d'opportunité : le gouvernement veut qu'il puisse être en vigueur pour la Coupe du monde de football en juin... Mais aussi d'un texte aux bénéficiaires déjà identifiés : les amis du Président"**, résume le député Jean-Jacques Urvoas.

Cependant, même au sein de l'UMP, plusieurs parlementaires ont préféré s'abstenir plutôt que de soutenir ce projet de loi contestable à plusieurs titres.

Il apparaît étrangement que les amis du Président ont intérêt à la libéralisation des paris en ligne, qu'il s'agisse de Stéphane Courbit, propriétaire de *BetClick*, par ailleurs pressenti pour le rachat scandaleux de la régie publicitaire de *France Télévisions*, ou encore du fils de Patrick Balkany, l'un des dirigeants de *Poker Stars*.

D'ailleurs l'ombre de Nicolas Sarkozy planait dans le palais Bourbon au moment du vote de ce texte, puisque les députés UMP ont demandé une suspension de séance... Pour pouvoir se rendre à l'Élysée, où le Président les avait convoqués, suite aux résultats des élections régionales.

Contrairement à ce qu'a tenté de faire croire le gouvernement, l'Union européenne n'est en rien responsable de cette libéralisation. Le droit européen n'interdit pas le monopole, à la condition qu'il favorise la lutte contre la dépendance et vise à prévenir la fraude et le blanchiment.

**"L'ouverture à de nouveaux opérateurs et la lutte contre l'addiction au jeu sont des objectifs contradictoires"**, indique le groupe socialiste à l'Assemblée. Or, la situation est déjà préoccupante en France où le nombre des joueurs pathologiques est estimé entre 300 000 et 900 000.

Enfin, les moyens accordés à l'autorité de régulation (ARJEL) ne lui permettront pas de lutter efficacement contre le trugeau.

Après le vote de cette loi, il est possible de lancer les paris sur : quel participant au repas du *Fouquet's*, du 7 mai 2007, n'a pas encore été récompensé ? 🌹

Dispensé de timbrage BREST CTC

**CAP  
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 15/04/2010



**PRESSE  
URGENTE**  
DISTRIBUÉE PAR  
LA POSTE

## SOS logement

La rénovation urbaine est en danger. C'est ce qui ressort du dernier rapport du Comité d'évaluation et de suivi de l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine). Malgré les nombreux coups qui lui ont été portés par les parlementaires UMP, cette institution parvient à survivre. Mais pour combien de temps ? La quasi-totalité de ses crédits, soit 11 milliards d'euros, ont déjà été affectés et seuls les deux tiers des objectifs quantitatifs fixés par la loi de programmation 2005 seront atteints. Les menaces sur le financement du logement social font craindre une faillite à moyen, voire à court terme.

Le gouvernement continue de tenir un discours favorable à la mixité urbaine. Mais, dans les faits, il supprime tous les moyens de l'atteindre. Tant que les ministres successifs de l'UMP n'imposeront pas à toutes les villes la construction de 20 % de logements sociaux et très sociaux, la mixité restera une vaine incantation.

PS 29

Le dossier de la semaine

### Convention, mode d'emploi



Les adhérents vont être appelés à participer

Vie de la Fédération

### Un esprit BMO



Les sections de BMO organisent des formations

Interview

### Qui veut la fin des éoliennes ?



Avec  
Émile Bihan

## Convention, mode d'emploi

**2010 sera pour les socialistes l'année de la préparation du projet, a annoncé Martine Aubry au Conseil national, qui s'est tenu le 27 mars, dans la foulée de la victoire des élections régionales.**

Quatre conventions nationales sont programmées d'ici le mois de décembre. La première traitera du nouveau modèle économique, social et écologique. La deuxième, juste avant l'été, sera consacrée à la rénovation du Parti Socialiste. En septembre, débutera la convention sur l'International et, à la fin de l'année 2010, les socialistes débattront des moyens pour parvenir à l'égalité réelle.



Pierre Moscovici anime la première convention

### Construire le projet des socialistes

Les orientations de la convention nationale sur le nouveau modèle de développement économique, social et écologique ont été présentées devant le Bureau national du 6 avril. **"L'objectif de cette convention nationale est à la fois simple et ambitieux : il s'agit de construire le projet des socialistes pour la France"**, a résumé Pierre Moscovici, chargé de la coordination de ces travaux.

Treize ateliers ont été mis en place pour aborder toutes les facettes du développement économique, en insistant particulièrement sur la question de la politique industrielle dans le cadre d'une réflexion sur le développement durable. C'est tout l'enjeu du premier atelier qui tente de concilier à la fois développement économique soutenable et compétition mondiale. Mais aussi du deuxième qui doit apporter des réponses à la contradiction qui existe entre la logique capitaliste du court terme et l'exigence d'un développement social-écologique. Le rôle et la place de la puissance publique, nationale, mais aussi européenne, doivent être redéfinis et réaffirmés, en particulier en ce qui concerne la frontière entre ce qui relève du marché et ce qui doit rester dans le domaine du secteur public.

D'ailleurs, un des ateliers est entièrement consacré à la relance et à la réorientation de la politique européenne. **"Pour redonner du sens au projet européen, réarmer l'idéal d'une Europe politique forte qui agit pour les citoyens dans un cadre démocratique, nous devons innover en inventant des politiques publiques européennes qui soient synonymes de croissance et de progrès social"**, indiquent les animateurs de cet atelier.

Ce développement passe nécessairement par une nouvelle politique énergétique, à la fois dans les grands choix de mode de production mais aussi dans une lutte contre la précarité énergétique dont souffrent les foyers les plus modestes.

L'indépendance énergétique pose bien sûr la question du commerce international et du juste échange que les socialistes appellent de leurs vœux pour remplacer le système libéral qui prévaut, où seule la loi du plus fort est respectée.

Dans ce contexte de concurrence exacerbée, et pour faire émerger le modèle social-écologique, la puissance publique devra investir fortement dans la recherche et l'innovation.

Les salariés, premières victimes de la guerre économique, attendent une sécurisation de leur parcours professionnel. C'est ainsi que reviendra le plein-emploi.

Cette sécurisation doit aller de pair avec une nouvelle organisation de la gouvernance au sein des entreprises de manière à instaurer d'autres règles de répartition des richesses, à améliorer les conditions de travail.

Retraites, chômage, maternité, accidents du travail, exclusions sont autant de "risques" et d'étapes d'une vie qui sont aujourd'hui pris en charge et assurés grâce à un système de protection sociale pratiquement unique au monde. Or, ce système est menacé. Les socialistes doivent lui redonner une dynamique.



Harlem Désir sera dans le Finistère, le 29 avril



Les adhérents voteront, le 20 mai

Cela implique bien sûr une remise à plat du système fiscal pour donner à l'État les moyens d'assurer ses missions mais aussi pour garantir le développement équilibré des territoires. L'atelier consacré à cette question s'intitule **"La révolution budgétaire et fiscale au service de la justice"**. L'objectif est ambitieux, mais compte tenu du bilan catastrophique de la droite en la matière, marqué du sceau de l'inefficacité et de l'injustice, il n'est plus possible de se contenter de demi-mesures.

### La parole aux adhérents

Les adhérents du PS ont, tout au long du processus, un rôle important à jouer. D'abord, jusqu'au 27 avril, ils peuvent sur le site internet de la convention : (<http://www.lafrancequonaime.fr/laconvention>) et sur la Coopool, (<http://www.lacoopool.fr/>) le réseau social socialiste, apporter leurs contributions sur toutes ces questions.

Le 27 avril, se tiendra le Conseil national qui arrêtera un texte, rédigé sur la base des rapports des treize groupes de travail et des amendements ou des précisions apportés par les adhérents et qui convoquera la convention nationale. Des textes alternatifs à celui présenté par le Bureau national pourront être déposés par des membres du Conseil national.

Le vote des adhérents est fixé au 20 mai. D'ici cette date, des assemblées générales de présentation devront être organisées en sections ou en inter-sections.

Si des amendements sont soumis au vote des adhérents, seuls les électeurs ayant voté pour le texte pourront voter pour les amendements.

Dans le Finistère, Harlem Désir, numéro deux du PS et secrétaire national à la coordination, participera au Conseil fédéral, du 29 avril, pour présenter les enjeux du texte qui aura été adopté deux jours plus tôt et engager un débat avec les adhérents sur ce qui deviendra le projet des socialistes pour l'élection présidentielle de 2012. 🌹



## Un esprit BMO

**Comment créer un "Esprit BMO" entre les différentes sections de la Communauté urbaine de Brest ? D'abord en mettant en place un cycle de formations pour tous leurs adhérents, ont répondu les secrétaires de section concernés.**

"Depuis longtemps, nous cherchions à créer des liens entre les sections de Brest métropole océane\*", explique Franck Respriget, secrétaire du comité de ville de Brest. Or, elles ont leur propre identité et leurs spécificités. Elles sont dans la majorité municipale dans quatre communes et dans l'opposition dans quatre autres. En outre, elles appartiennent à quatre circonscriptions différentes (2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup>).



La première réunion de formation consacrée à l'Histoire du PS

"Depuis longtemps, la section de Plouzané voulait mettre en place des formations pour ses adhérents", explique Yves Quéménéur. "Nous avons proposé l'idée aux autres secrétaires de

section qui ont accepté cette offre de proximité".

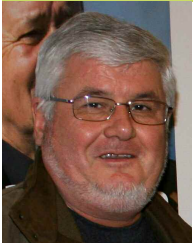
"Quelle que soit la qualité des formations proposées par la fédération, nous savons qu'un certain nombre d'adhérents ne se déplace-

ront pas", confirme Franck Respriget.

L'Histoire du Parti Socialiste est apparue comme la priorité pour la majorité des secrétaires de sections. "Nous voulons faire appel à des intervenants de nos sections", précise Yves Quéménéur. "C'est pour cela que nous avons sollicité Jean Mobian et Alix Vourch pour animer la première réunion. Conformément aux souhaits des adhérents, nous allons, dans les semaines qui viennent, proposer des formations sur la gestion des déchets, le développement durable et l'Europe".

\* Les trois sections brestoises et celles de Bohars, Gouesnou, Guilers, Guipavas, Le Relecq-Kerhuon, Plouzané, Plougastel-Daoulas. 🌸

### Interview



## Qui veut la fin des éoliennes ?

Avec Émile Bihan

**Le lobby nucléaire a décidé de bloquer le développement de l'énergie éolienne nous explique Emile Bihan, conseiller régional, producteur d'énergie éolienne.**

**Cap Finistère : Est-ce un hasard si le rapport de la mission parlementaire sur l'éolien est publié juste après les régionales ?**

**Émile Bihan :** Cette commission travaille depuis au moins six mois. Elle aurait sans doute pu rendre son rapport avant le 14 mars, mais c'est de bonne guerre qu'elle ait attendu les élections. La teneur de ce document n'est pas une surprise,

car son président, l'UMP Patrick Olier, est un farouche opposant des éoliennes. D'ailleurs, Philippe Plisson, député socialiste de Gironde, rapporteur de cette mission, a démissionné pour marquer sa désapprobation. En effet, on peut lire dans ce document des contre-vérités. Ainsi, une délégation s'est rendue au Danemark. On peut lire, dans le rapport, que ce pays a choisi d'arrêter la production d'énergie éolienne à terre pour se concentrer sur l'éolien offshore. Or, c'est faux. Le Danemark se tourne vers la mer parce qu'il n'y a plus de place, à terre, pour implanter de nouvelles machines.

**Cap Finistère : Les conclusions de la mission vous inquiètent-elles ?**

**Émile Bihan :** Oui, d'autant qu'elles interviennent dans un contexte déjà extrêmement contraignant. Depuis mi-2007, aucun permis de construire n'a pu être déposé en Bretagne dans le nouveau cadre imposé des ZDE (Zones de Développement Eolien) à valider par le Préfet. La mission recommande de classer les fermes éoliennes en ICPE (Installations classées pour la protection de l'environnement), plus communément appelé "Sites Seveso". Cela signifie une procédure encore plus contraignante et une stigmatisation d'installations qui ne mettent nullement en danger les populations.

**Cap Finistère : Le gouvernement a pourtant pris des engagements pour le développement de cette**

**énergie, en particulier en mer.**

**Émile Bihan :** Il y a les belles paroles, les promesses, mais en fait nous souffrons, en France, de la puissance du lobby nucléaire dont plusieurs représentants siégeaient dans la mission parlementaire. Ce lobby n'a pas intérêt à voir se développer une filière de production électrique qui pourrait se révéler très vite plus rentable et bien moins dangereuse qu'elle.

En ce qui concerne l'éolien offshore, je suis très sceptique sur les objectifs affichés. Aucune machine n'est encore installée. Il faut compter 6 à 7 ans pour qu'un projet aboutisse, à terre. En mer, il faut compter presque 10 ans. Dans ces conditions; je ne vois pas comment les objectifs pourront être atteints. Il faudra certainement se mobiliser, et fortement ... 🌸

## Agenda

**21 avril**

18 h 30 : Secrétariat fédéral au siège de la Fédération à Quimper.

**24 avril**

9 h 30 : Réunion de formation des sections de BMO : "La gauche au pouvoir (1981-2002)", au local de Brest, rue de Portzmoguer (inscriptions au 02 98 44 55 43)

**26 avril**

19 h 00 : Bureau fédéral à Quimper.

**29 avril**

18 h 30 : Conseil fédéral au local du PS à Brest.

**20 mai**

Vote en sections, pour la convention sur le nouveau modèle économique.

## Cap Finistère

### Le Breton Socialiste

CPPAP 1212 P 11428  
N° 858 - Vendredi 16 Avril 2010  
[www.ps29.org](http://www.ps29.org) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)

26 B, rue Aristide-Briand - 29000 Quimper  
Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef :

Jean-Yves Cabon - Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 Brest

Impression :

Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Abonnement  Réabonnement

Abonnement pour 1 an : 20 €  
Abonnement de soutien :  
à partir de 25 €

Chèque à l'ordre de :  
Fédération du Finistère  
du Parti Socialiste.

## Lionel Jospin à Quimper



Lionel Jospin sera à Quimper, le 4 mai, pour présenter et dédicacer son livre "Lionel raconte Jospin", au Chapeau Rouge, de 18 h 00 à 20 h 30.

## City group de Brest

La prochaine réunion est fixée au mardi 4 mai, à 19 h 00.

- 19 h 00-20 h 00 : Dîner pizza réservations : [casu.michele@neuf.fr](mailto:casu.michele@neuf.fr)

- 20 h 00-22 h 00 : Réunion

A l'ordre du jour de cette réunion : les facteurs de tension et facteurs de cohésion en Europe. Seront évoqués : la question de la crise, de la dette publique, le problème de la Grèce, la question d'un fond monétaire européen...

Le débat portera aussi sur l'initiative du Forum progressiste mondial (GPF) qui fait campagne sur le thème : "Une Taxe sur les Transactions Financières, VITE !", avec la coalition "Les Européens pour la réforme financière", qui inclut le PSE, le Groupe S&D au Parlement européen, des syndicats et des ONG.

## Que sont les city group ?

Au départ, les militants du PSE étaient un réseau virtuel utilisant des outils électroniques pour relier les militants à travers toute l'Europe. La stratégie a ensuite été élargie à l'initiative de militants qui ont commencé à organiser des débats et des manifestations. Il existe plus de cent city groups aujourd'hui, dont une vingtaine en France et en Roumanie, treize en Allemagne et sept en Suède.

Pour plus d'informations sur les city groups :

<http://www.pes.org:80/fr/militants-du-pse/city-groups>

## Formation pour les Femmes Socialistes

Le groupe parité et égalité Hommes Femmes met en place une session de formation destinée à permettre aux adhérentes de prendre des respon-

## En bref...

sabilités tant au sein du PS que dans les collectivités.

Au programme : conduite de réunion, conduite de campagnes électorales, relations avec la presse, argumentation politique, Histoire du Parti Socialiste, le féminisme...

Préinscription auprès de la Fédération : 02 98 43 44 39, jusqu'au 9 mai. Réunion d'information et d'engagement et choix des thèmes, le mardi 18 mai, au

Faou. Les deux sessions de formation se dérouleront à Châteaulin, les 5 et 6 juin, et les 9 et 10 octobre.

Participation 20 euros.

## Défendons la parité

La réforme du mode de scrutin pour les élections cantonales et régionales ferait gravement reculer la parité.

Pour combattre ce projet, le Parti Socialiste a lancé une pétition sur [www.defendonsnosterritoires.fr](http://www.defendonsnosterritoires.fr)

## Annonces légales & judiciaires

SCP Patrick O'REILLY - Olivier BARIOU  
Notaires associés à MELGVEN (29140)

**I, route de Concarneau  
CHANGEMENT  
DE RÉGIME MATRIMONIAL**

Suivant acte reçu par Maître Olivier BARIOU, Notaire à MELGVEN, le 17 décembre 2009,

Monsieur Max, Gustave, Henri NOREILLE, retraité, et Madame Élise, Louise CATERO, retraitée, son épouse, demeurant ensemble à CONCARNEAU (29900), 163, rue de Trégunc.

Nés savoir :

- Monsieur à SAINT-DENIS (93200), le 15 juin 1925

- Madame à PLOUNÉVEZ-QUINTIN (22110), le 29 juin 1933.

Tous deux de nationalité Française.

Mariés sous le régime de la séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître Paul CHAUVIN, notaire à SURESNE, le 31 mars 1977, préalable à leur union célébrée à la mairie de NANTERRE (92000), le 7 mai 1977 ; ledit régime n'ayant subi aucune modification contractuelle ou judiciaire postérieure,

ont adopté, pour l'avenir, le régime de la Communauté Universelle avec une clause d'attribution intégrale de la communauté au profit du conjoint survivant.

Les oppositions pourront être faites dans un délai de trois mois de la présente insertion et devront être notifiées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de justice à Maître Olivier BARIOU, notaire à MELGVEN.

Pour insertion, Le Notaire

## ORTHOPÉDIE KÉRAUDREN

SELARL au capital de 12 000 euros  
Siège social : ZAC de Kéraudren  
29200 BREST  
RCS BREST 485 173 264

Aux termes d'un acte sous seings privés en date du 30 juin 2009, Monsieur Éric MALINGUE a démissionné de ses fonctions de co-gérant de la société à compter du même jour.

Aux termes d'une décision en date du 4 février 2010, les associés ont nommé en qualité de co-gérant de la Société, à compter du même jour, pour une durée limitée qui prendra fin le 30 juin 2010, Monsieur LISSARRAGUE demeurant à BREST, 52, rue de Siam.

Pour avis, La Gérance.

## ALGUES MER & SANTÉ

Société à Responsabilité Limitée  
au capital de 5 000 euros  
Siège social : 24, avenue Pierre-Guéguin  
29900 CONCARNEAU  
509 634 788 RCS QUIMPER

## TRANSFERT DE SIÈGE

Des décisions de l'associé unique, en date du 2 avril 2010, il résulte la publication des mentions suivantes :

**Ancienne mention** : siège : 23, rue de Kerguelen, 29950 BÉNODET

**Nouvelle mention** : siège : 24, avenue Pierre-Guéguin, 29900 CONCARNEAU  
Pour avis, La Gérance.

## MICHEL PETERS - Avocat

Siège social : 20, quai Cdt Malbert  
29200 BREST  
Tél. 02 98 80 02 64 - Fax 02 98 43 18 46

## ROBIN'S

Société à Responsabilité Limitée  
au capital de 1 000 euros  
Siège social : 4, rue Pierre-Brossolette  
29200 BREST

## AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date, à Brest, du 29 mars 2010, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

**Dénomination sociale** : ROBIN'S

**Forme sociale** : Société à Responsabilité Limitée.

**Siège social** : 4, rue Pierre-Brossolette - 29200 BREST.

**Objet social** : La société a notamment pour objet toutes activités de marchand de biens, la mise en valeur immobilière par la décoration intérieure (home staging), les conseils en bien-être et notamment en feng shui, l'organisation d'événements, de communication événementielle, de congrès et séminaires, toutes opérations se rapportant aux conseils en matière de gestion de patrimoine.

**Durée de la société** : 50 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

**Capital social** : 1 000 euros constitué d'apports en numéraires.

**Gérance** : Madame Nathalie L'Hour, demeurant 4, rue Pierre-Brossolette à BREST (29200), assure la gérance.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de Brest.

Pour avis, La Gérance.

Ce numéro a été tiré à  
4 900 exemplaires